

LE CHOCÓ: L'AUTRE COLOMBIE

Numéro 1 - Mars 2009

Bulletin
d'informations
aux donateurs et
sympathisants du
Comité de
soutien aux
populations du
Bas Atrato.



Éditorial

Par Olivier LAGARDE

L'objet de ce bulletin virtuel est de faire connaître, à travers mon expérience de volontariat, les conditions de vie de cette région si particulière de Colombie.

En France, bien peu de personnes connaissent le Chocó, et moi-même n'aurait pu le situer sur une carte avant de travailler ici !

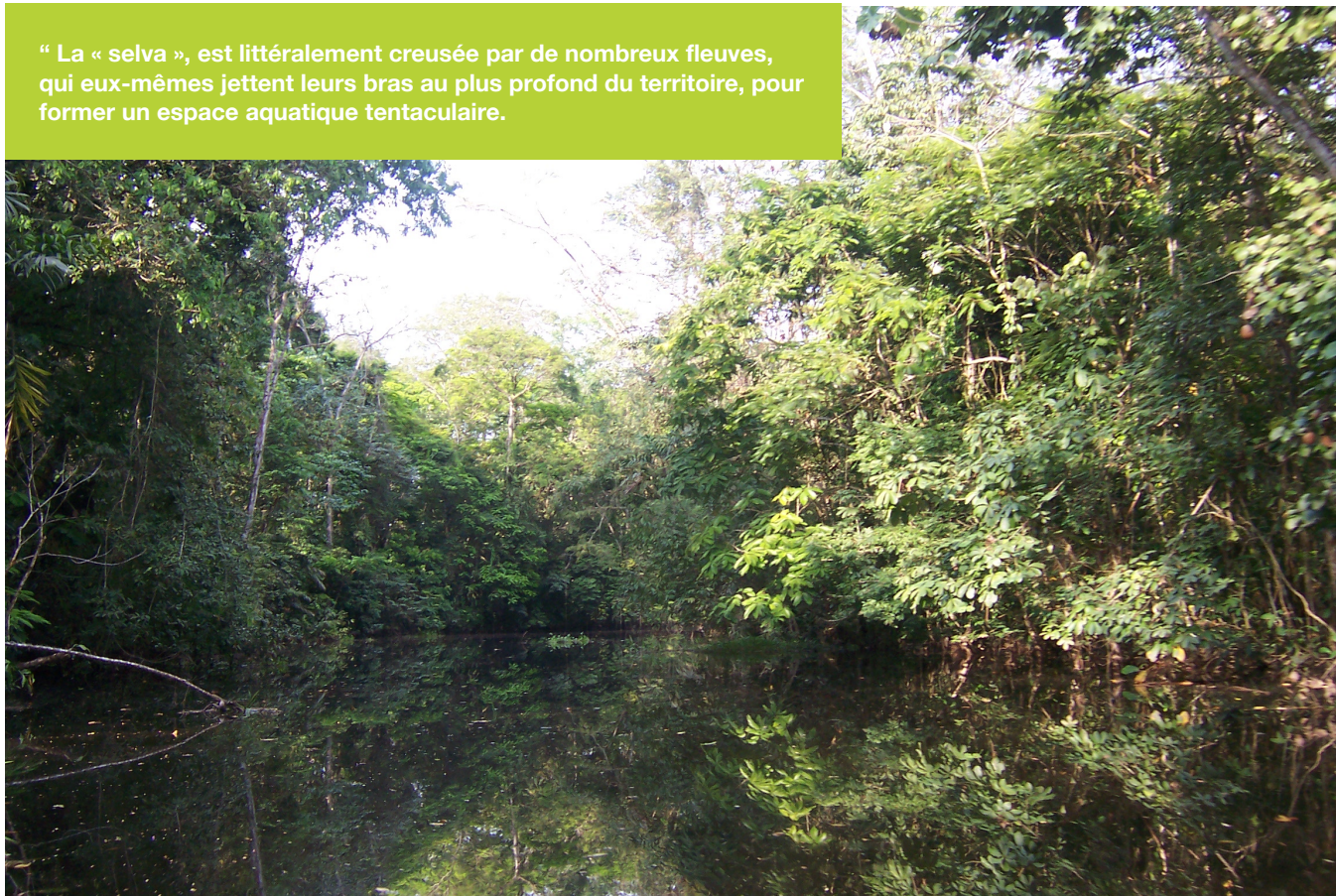
C'est pourquoi l'idée est avant tout de raconter, simplement raconter une expérience auprès de vous, donateurs ou sympathisants, voire de diffuser un peu plus largement l'information.

Ce bulletin sera désormais régulier, autant que faire se peut, et sera intégré à moyen terme au sein d'un outil de communication plus élaboré, à savoir la création d'un site Internet complet dédié au Comité de soutien aux populations du Bas Atrato.

Dans les futures éditions également, quelques rubriques apparaîtront au fur et à mesure de mes expériences, comme pourquoi pas des portraits d'habitants ou d'acteurs communautaires, des aspects plus culturels, voire la divulgation du secret de quelques recettes locales...vos suggestions sont aussi les bienvenues...

Bonne lecture.

“ La « selva », est littéralement creusée par de nombreux fleuves, qui eux-mêmes jettent leurs bras au plus profond du territoire, pour former un espace aquatique tentaculaire.



Forêts et rivières...aux confins du Chocó

En arrivant sur ce territoire pour la première fois, une chose qui frappe est l'étendue de la forêt. Et ce d'autant plus que l'unique moyen, ou presque, de voyager entre Bogotá et le Chocó est l'avion. Dès lors, on comprend l'importance de la place de la nature dans cette région avant même d'y avoir posé le pied !

Le Chocó est recouvert en quasi-totalité d'une forêt plus ou moins dense selon les endroits, s'étalant de la frontière avec le Panama au Nord jusqu'au département du Valle del Cauca au Sud, en longeant l'Océan Pacifique à l'Ouest et en bordant la région d'Antioquia à l'Est.

Cette forêt, la « selva », est littéralement creusée par de nombreux fleuves, qui eux-mêmes jettent leurs bras au plus profond du territoire, pour former un espace aquatique tentaculaire. Le Chocó est une des régions au monde qui dispose de la plus grande biodiversité naturelle, c'est aussi

l'une des régions les plus arrosées. Les déplacements se font essentiellement en longues barques à moteurs, qui sillonnent les rivières et pénètrent dans les affluents à l'intérieur de la forêt. Les populations vivant soit le long du fleuve, soit dans des endroits plus difficiles d'accès, mais dans tous les cas en pleine adéquation avec l'eau et la nature.

Malgré sa beauté, la région semble parfois assez inhospitalière, surtout en période de fortes pluies. Riosucio, municipalité de l'Atrato et site bien connu du Comité, est inondé une bonne partie de l'année. Les habitants ayant apprivoisé depuis déjà bien longtemps le fleuve, un système de planches (plus ou moins larges et solides) permet de circuler dans la petite ville, au dessus de l'eau. Le tout est d'y aller doucement au début et de respecter le « code de circulation » tacite, à savoir de laisser passer les

personnes chargées et, pour ma part en tous cas, pas plus de 2 sur la même planche sous peine de perte d'équilibre ! Au-delà de faire rire les plus avertis, la chute peut être douloureuse !

Malgré tout, et malgré des conditions de vie imposées, en partie du moins, par la rigueur du climat, le fait de voyager chaque mois dans cette région est très rafraîchissant, et je ne pense pas exagérer beaucoup en disant qu'il s'agit réellement d'une autre Colombie.

La « Finca » expérimentale d'ASCOBA

Une « finca », en Colombie, est un terme très utilisé et très large de sens : cela peut désigner une maison secondaire dans la campagne mais aussi une ferme traditionnelle ou tout autre terrain dédié à l'élevage et/ou à l'agriculture.

ASCOBA, qui regroupe une cinquantaine de Conseils communautaires du Bas Atrato, est en train d'expérimenter une forme de production respectueuse de l'environnement et qui profiterait, à terme, à la collectivité des villages avoisinants.

Sur un petit terrain à l'intérieur de la forêt, dans la Communauté de Mancilla, ASCOBA possède un élevage d'une vingtaine de vaches pâturant librement, quelques poules et cochons, mais aussi une parcelle pour cultiver le platano et le riz.

L'idée serait d'intégrer à cela une réserve de poissons, mais cela demande beaucoup d'entretien et une certaine connaissance technique.

Ceci est un exemple de projet productif développé par ASCOBA, dans le but de se réappropriier la terre en tant que « mère nourricière », et que cela profite aux Communautés.

Champs de Palme



Le manque de moyens face aux situations d'urgences.

Les conditions naturelles, la pauvreté, ou encore le conflit rendent la vie généralement difficile au Chocó.

Lors de mes premières visites, j'ai pu me rendre compte assez rapidement qu'en cas de situations réclamant des soins particuliers ou importants, tout cela rend le malade extrêmement vulnérable.

C'est notamment le cas pour les femmes enceintes. Il y a un centre de santé à Riosucio mais qui dispose de bien peu de moyens. Pour une échographie par exemple, il faut aller jusqu'à Turbo, à l'embouchure du Golfe d'Uraba et porte de sortie vers les Caraïbes. Or, déjà en temps normal, le voyage n'est pas toujours agréable. Dans le Golfe, le bateau claque sur l'eau, le courant est souvent fort pour ces frêles embarcations, et surtout il est difficile d'être à l'aise quand on voit à quel point il est rempli. Sachant qu'il faut compter 3h de navigation entre Riosucio et Turbo, le voyage est souvent un enfer pour les femmes enceintes, et peut entraîner des complications, le terme n'étant qu'à quelques semaines.

Autre exemple, plus extrême, est une situation vécue lorsque l'on revenait vers Riosucio, en Février, alors que nous étions dans une communauté.

Nous étions dans la « panga » (petit bateau rapide,

utilisé notamment pour les « transports publics »), la nuit était en train de tomber, quand nous avons aperçu au bord du fleuve un attroupement de villageois nous faisant signe de nous arrêter, ce que nous avons fait. Là, un homme était allongé dans une barque, blessé gravement, un arbre lui était tombé dessus en travaillant, l'accident s'était produit le matin dans la forêt. Il avait une jambe littéralement tranchée au niveau du haut du tibia. Nous l'avons donc transporté jusqu'au village suivant où, par chance, il y avait un médecin (un volontaire du SCD également, que je connais et qui travaille à Riosucio!). A la lueur d'une simple lampe torche et à même le bateau, il lui a prodigué les premiers soins pour calmer la douleur et surtout éviter une infection, qui aurait pu lui être fatale. Après 45 minutes environ de soins, par des transfusions notamment, l'homme était « calmé », et nous avons pu reprendre le fleuve pour le transporter au centre de soins de Riosucio, d'où il allait partir le lendemain pour Turbo, pour un traitement plus spécifique, impossible à dispenser là où nous étions.

Il ne s'agit pas ici de faire dans le sensationnalisme (ce n'est pas le but de ce bulletin), mais simplement raconter une histoire vécue, et qui reflète dramatiquement les conditions extrêmes engendrées par une situation d'urgence.

“Sachant qu'il faut compter 3h de navigation entre Riosucio et Turbo, le voyage est souvent un enfer pour les femmes enceintes, et peut entraîner des complications, le terme n'étant qu'à quelques semaines.”

La restitution des terres, un défi primordial pour le Chocó

Que l'on parle de conflit armé ou de conflit social, la terre en tant que telle est l'élément central des problématiques du Chocó.

De nombreux terrains, propriétés des communautés noires, indigènes ou métisses de la région, ont été volés à ces derniers par les acteurs du conflit à des fins économiques et/ou stratégiques, provoquant une violation des droits fondamentaux et des déplacements forcés massifs.

En Février dernier, alors que nous étions à Riosucio, nous avons été appelé afin d'assister à une restitution de terres dans les Communautés de Cetino et Caracoli, à 2h de « panga » environ. Il s'agissait d'une remise « officielle » de terres à leurs propriétaires légaux, après des années d'usurpation et un déplacement forcé par une entreprise de culture de la palme africaine (un des principaux fléaux de la région). Cette entreprise ayant coulé quelques mois plus tôt, les populations vont pouvoir reprendre leurs terres.

Etaient présents sur place des membres des ministères de l'Agriculture (dont une équipe communication), de l'Intérieur, des leaders communautaires de la zone, les villageois bien sûr, des ONG ou associations travaillant auprès des communautés...et seul au monde le représentant de l'entreprise chargé d'être présent, et qui avait de plus 2 ha de terrain qui étaient « à lui » dans le lot.

Après lecture de l'acte officiel de restitution par les représentants de l'Etat, une discussion a eu lieu entre les participants et l'administrateur. Ce dernier a tenté de sauver sa part, avec tout le culot qu'on peut lui

reconnaître pour le coup, en s'apitoyant sur le fait que si on lui enlevait ça, il ne lui resterait plus rien pour vivre avec sa famille. Osé lorsque l'on sait qu'il était face à des personnes déplacées avec violences quelques années plus tôt...L'Etat, dans ce cas et via ses représentants, a joué le rôle minimum d'entremetteur mais se refuse à être arbitre dans la conciliation. L'acte indique d'ailleurs que la Communauté n'est pas en droit de demander des réparations au titre de la spoliation, mais qu'elle peut récupérer ces terres...la nuance est importante.

Le fait de laisser entrepreneurs et villageois régler la situation postérieure à la restitution peut engendrer des pressions ou des menaces sur ces derniers.

Preuve en est, le lendemain, alors que nous assistions à une autre remise de terres un peu plus loin, nous avons (et les représentants de l'Etat par la même occasion) été témoins de ce genre de menaces dont les Communautés se plaignent si souvent. Alors que l'on commençait les mesures par GPS du terrain à restituer, 2 hommes (dont le « gérant » d'un élevage dont nous venions de traverser le pâturage, terrain lui appartenant selon lui) se sont approchés du groupe en le filmant, ce qui constitue une menace réelle pour les habitants de la zone inquiets de représailles. L'armée, à travers quelques soldats postés là pour surveiller la zone en temps normal, n'a pas bougé. Devant l'insistance de l'administrateur et malgré les parlementations entre lui et les représentants de l'Etat, le groupe est retourné au village, laissant les seuls « techniciens » poursuivre le travail de mesures. Ce genre de menaces, de provocations comme disent les habitants est fréquent selon eux, et démontre le caractère pesant de cette présence illégale.

